Mesdames,

Messieurs,

En qualité de Président de LA COOPERATION AGRICOLE-LUZERNE DE France, il me revient de conclure ce deuxième symposium luzerne organisé à Châlons-en-Champagne qui réunit 1100 personnes.

1100 personnes pour parler de l’avenir de l’agriculture et de luzerne de manière positive et constructive. C’est extraordinaire. Il faut dire que la luzerne est une plante reconnue, c’est un symbole, un emblème dès que l’on parle d’agronomie, de protéines végétales sans OGM, de fertilisation des sols, de lutte contre l’érosion, de dynamique de biodiversité et bien sûr de préservation de la qualité de l’eau.

1100 personnes pour moi simple agriculteur de la Marne, c’est impressionnant et je pense que ça l’est aussi pour tous mes collègues.

Tout d’abord, je veux remercier chacun des intervenants pour la qualité de leurs interventions.

**- Christian Huygues, Directeur de l’INRAE,** qui nous a clairement démontré qu’il y a un marché mondial soutenu pour les protéines végétales du fait de la croissance de la demande mondiale en produits carnés et laitiers, en raison de trois facteurs :

* Augmentation de la population mondiale, 9 ou 10 milliards d’habitants en 2050,
* Augmentation du niveau de vie moyen qui s’accompagne toujours d’un changement alimentaire
* Et enfin concentration toujours plus grande des populations dans des centres urbains ce qui changer aussi les régimes alimentaires.

Christian Huygue nous rappelle la contribution extraordinaire des légumineuses pluriannuelles à la bonne gestion des cycles de l’azote.

Monsieur Huygues, vous avez ce don rare pour un scientifique de vous mettre à la portée de votre auditoire pour nous faire comprendre des mécanismes fort complexes. Merci pour cela, merci de nous rendre plus intelligent.

**- Carole Zakine,** vous nous avez démontré que les PSE, paiements pour services environnementaux, sont déjà une réalité et non une chimère. Les PSE sont un des moyens de démontrer que l’agriculture est une des solutions aux exigences de nos concitoyens. Nous sortons ainsi de l’affirmation que l’agriculture est la source des problèmes écologiques, et à ce titre doit être traitée par des mesures répressives. Votre dynamisme est un catalyseur de changements positifs pour le monde agricole. Ne changez pas nous avons besoin de vous.

**- Frère Hugues,** quel bonheur de vous écouter nous rappeler des vérités intemporelles que notre société de l’immédiateté, du profit maximum semble vouloir oublier. Oui le développement durable repose sur la transmission intergénérationnelle et selon l’expression « nous ne l’héritons pas de nos parents, mais nous l’empruntons à nos enfants ».

Qui mieux que les paysans qui travaillent la terre chaque saison peuvent comprendre cela ? Nous essayons tous de faire mieux chaque jour en fonction des acquis de la science mais aussi des contraintes économiques que les marchés, c’est-à-dire les consommateurs, nous imposent. Frère Hugues, humblement c’est un très grand honneur de vous avoir eu aujourd’hui parmi nous.

**- Olivier Bas,** vous êtes un grand communiquant. Evidemment, votre titre de Vice-Président d’Havas Paris nous l’indiquait. Mais aujourd’hui, je crois que vous avez persuadé plus de mille personnes qu’il était du devoir de chacun d’être un ambassadeur du monde agricole selon ses propres moyens et ses prédispositions.

Face aux nombreux fakes news, la communication par des êtres humains clairement identifiés et la démonstration par la preuve sont les seules réponses efficaces. Cependant, dire que « il n’y a plus rien à faire » et que « tout est perdu d’avance », ce n’est pas responsable, mais c’est tellement facile…. En rajoutant, qu’on n’a pas le temps, qu’on ne sait pas le faire …. Olivier Bas, il ne faut pas vous fatiguer de rappeler vos convictions au monde agricole pour le bouger le réveiller, le motiver.

- **Enfin, Phillipe Dessertine,** vous avez remarquablement contextualisé l’opportunité de ce second symposium luzerne. Ne sommes-nous pas dans une société schizophrénique ou l’on alourdit sans cesse les charges des paysans avec de nouvelles règles alors qu’en même temps, on ouvre totalement les frontières aux importations de pays tiers qui ne respectent aucunes de nos obligations sociales et environnementales, ceci afin de répondre aux exigences des consommateurs, (ou des centrales d’achat ?) d’avoir toujours un produit alimentaire moins cher. Evidemment, il y a quelque chose qui ne fonctionne pas et il n’est pas étonnant dans ces conditions de voir surgir des volontés de protectionnisme, de populisme… même chez des gens raisonnables, comme les paysans.

Mesdames et Messieurs, la filière luzerne est une petite filière agricole en France, comme il en existe beaucoup. La France est riche de ses diversités agricoles. Pour autant, la filière luzerne, depuis plus de 25 ans a investi en créativité, en recherches et en crédibilité pour construire l’avenir. Mais l’avenir ne se décrète pas. Chaque agriculteur prend ses décisions individuellement de cultiver ou pas de la luzerne en fonction de son attractivité économique. Finalement, c’est la somme de toutes ces décisions individuelles qui conduit un petit secteur agricole à prospérer ou à disparaitre.

Ainsi nous travaillons énormément à améliorer la valeur, le prix de vente de la luzerne déshydratée en sortant d’une pure équation nutritionnelle, protéine + énergie, pour intégrer d’autres facteurs, comme la facilité de stockage et de distribution, l’absence de perte, l’impact sanitaire sur le troupeau et donc la réduction de la facture vétérinaire et médicamenteuse. Nous continuons cet effort sur le secteur laitier grâce à des démonstrations scientifiques et nous explorons de nouveaux marchés prometteurs, comme le marché des chevaux en France. Cela prend du temps, c’est notre pire ennemi ; cela exige aussi des moyens financiers, c’est difficile pour une petite filière comme la nôtre. Pour cette raison, nous disons au Ministère de l’agriculture qu’il nous faut un fléchage de moyens de recherche et un accompagnement financier qui soit surtout accessible.

Ce n’est pas le tout de dire qu’il y a des budgets énormes au niveau européen pour la recherche, lorsque le ticket d’entrée pour déposer une demande de subvention est proche du million d’euros. La luzerne est souvent une plante orpheline, cela veut dire que la recherche privée ne trouve pas de retour sur investissement sur le marché, et cela implique que la puissance publique doit se substituer en finançant cette recherche, car il y un marché et de nombreuses aménités.

Je voudrais aussi illustrer notre incompréhension avec les textes européens. Aujourd’hui nous devons payer une taxe importante, très importante dans l’avenir, sur nos émissions de carbone, qui risque de nous handicaper.

Toute activité humaine, toute activité industrielle génère des émissions de carbone, mais ce qui est important c’est de mesurer la différence entre ce que l’on stocke comme carbone dans une filière et ce que l’on émet. On appelle cela une analyse Cycle de Vie (ACV). L’ACV luzerne déshydratée démontre que nous stockons plus de carbone que nous en émettons.

Pourtant, nous devons payer des sommes considérables sur nos émissions et non sur le bilan. Ceci dégrad l’attractivité économique de la luzerne déshydratée pour les paysans. Je précise que depuis l’an 2000 nous avons baissé nos émissions de CO2 fossile de 66% pour chaque tonne de produit fini fabriqué. Cela ne suffit pas. Nous continuons à travailler, mais diantre, cessons de nous pénaliser.

Nous réclamons donc que le secteur des **protéines végétales soit déclaré secteur stratégique par l’Union Européenne** et à ce titre bénéficie d’un traitement protecteur dans l’application de cette directive européenne. Nous exigeons une position politique et non pas une simple approche de ce dossier.

De la même manière, les investissements considérables à réaliser en vue de la transition énergétique et environnementale doivent faire l’objet d’un plan d’accompagnement pour sauvegarder la compétitivité de cette filière.

J’ose rappeler que le prix de vente ne dépend pas du coût de production. Le prix de vente de nos produits résulte de la compétition des matières premières du monde entier importées sans droit de douane dans l’UE.

Enfin pour conclure, je souhaite que le verdissement souhaité pour la future PAC ne soit pas un catalogue d’obligations mais soit l’opportunité de rendre accessibles les PSE.

Dès 2005, la filière luzerne a lancé une étude avec les ONG environnementalistes pour mesurer l’impact sur la biodiversité d’un changement de méthode de récolte des champs de luzerne. Il s’agissait de laisser une bande de luzerne non récoltée. Les mesures ont été réalisées par les ONG et les analyses scientifiques validées par le Muséum National d’Histoire Naturelle. Les résultats sont extraordinairement positifs.

Pour mettre cela en pratique sur tous les hectares de luzerne déshydratée, il convient de mettre une compensation, une PSE de 200 €/hectare.

Le point de non-retour de l’érosion de la biodiversité est atteint nous dit-on et on continue de faire des colloques et conférences sur la nécessité de mettre en place des actions concrètes. Nous proposons à la Commission européenne et au Ministère une action concrète scientifiquement établie et d’un coût modeste. Le temps passe, le temps presse. L’insensibilité écologique doit être cassée.

Voici Mesdames et Messieurs, quelques mots que je voudrais vous transmettre positivement après ce second symposium qui aura permis à chacun d’entre vous des réponses, des réflexions sur le monde agricole en général et sur la luzerne en particulier.

Je vous remercie du fond du cœur pour votre attention que j’ai vu sans faille et dès à présent, je vous donne rendez-vous pour le troisième symposium en février 2023 avant les vacances scolaires, comme d’habitude.